

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 juillet 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>25</b>	<b>20</b>	<b>1</b>

N° de séance : 10

Objet de la délibération : Mise à disposition de statistiques auprès de la CAF des Alpes Maritimes

**N° d'enregistrement : BC.2022.125**

Date de convocation :  
**05 juillet 2022**

Date d'affichage  
**18 JUL. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**18 JUL. 2022**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 15H00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**PROCURATIONS :**

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA

**Monsieur LUCIANO,**

Le service Trait d'Union de la CASA situé sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins exerce et développe depuis plusieurs années une mission de maintien des relations Enfants / Parents dans le cadre, d'une part d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes (CAFAM), et d'autre part, d'une convention avec le Tribunal Judiciaire de Grasse, relative à l'exercice du droit de visite.

Ce service dit « espace-rencontre » est composé de quatre agents qualifiés dans l'accompagnement social et psychologique ainsi que la protection de l'enfance. Le budget de fonctionnement de ce service en 2022 est de 268 480 €, charges de personnel incluses.



Une partie de ses dépenses de fonctionnement est prise en charge par des subventions du Ministère de la Justice, de la Mutualité Sociale Agricole Provence Azur et une prestation perçue de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes.

A titre d'information, en 2022, le montant total attendu de ces participations sera de 172 088 € (soit 64 % du coût total de fonctionnement).

Depuis 1988, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent à soutenir la fonction parentale afin de préserver les liens familiaux pour une meilleure prise en considération de l'intérêt des enfants. Les Espaces Rencontre sont définis comme des lieux neutres de rencontre, pour une période donnée, entre enfants et parents (ou toute personne titulaire d'un droit de visite) lorsque leurs relations sont interrompues ou rendues difficiles par le conflit.

Ainsi, la convention d'objectifs et de financement approuvée par le Bureau Communautaire du 11 mars 2019 par délibération n° BC.2019.029, signée entre la CASA et la CAFAM, fixe les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Espaces de rencontre » pour le service Trait d'Union et les modalités de production des rapports d'activités et bilans financiers liés à son fonctionnement.

Désormais, afin de permettre à la CASA de transférer à la CAF des Alpes Maritimes des informations et données financières prévisionnelles et réalisées du service en ligne, celle-ci propose la signature d'une convention d'accès à « Mon Compte Partenaire », d'un contrat de service et ses annexes : bulletin d'adhésion, fiche d'habilitation, etc.

Ces documents font l'objet d'une attention particulière de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Dans le cadre de cette adhésion, il est prévu pour la gestion de ce nouveau portail unique, la désignation d'un gestionnaire principal des habilitations au sein de la Communauté d'Agglomération, dont les droits d'accès seront gérés par l'Administrateur des habilitations de la CAF des Alpes Maritimes et qui pourra être assisté d'un suppléant.

Si le gestionnaire principal des habilitations ne pouvait, pour sa part, consulter les dossiers des allocataires, il assurerait l'organisation générale du portail en lien avec les gestionnaires délégués dans leurs domaines respectifs.

Dans chaque domaine, les utilisateurs seront placés sous la responsabilité des gestionnaires délégués.

Vu la délibération n° CC.2020.006 par laquelle le Conseil Communautaire délègue au Bureau Communautaire le soin d'approuver la mise à disposition de statistiques avec des organismes publics ou privés ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le principe d'adhésion de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au Service « Aides Financières d'Action Sociale » de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes ;
- d'approuver les termes de la convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;

- d'approuver les termes du Contrat de service et ses annexes pris en application de la Convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et l'ensemble de ses annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à la bonne exécution de la présente délibération.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le principe d'adhésion de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au Service « Aides Financières d'Action Sociale » de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes ;
- d'approuver les termes de la convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les termes du Contrat de service et ses annexes pris en application de la Convention d'accès à « Mon Compte Partenaire » conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et l'ensemble de ses annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à la bonne exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Mise à disposition de statistiques auprès de la CAF des Alpes Maritimes

---

Date de transmission de l'acte : 18/07/2022

Date de réception de l'accusé de  
réception : 18/07/2022

---

Numéro de l'acte : BC\_2022\_125 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220711-BC\_2022\_125-DE

---

Date de décision : 11/07/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.5. Politique de la ville-habitat-logement